

## ARRÊTÉ

Modification temporaire des conditions d'occupation du domaine public et de circulation pour des travaux de vitrerie 14 rue de l'Embergue Le 5 novembre 2025

N° AG 2025 - 1449

Le Maire de la Ville de Rodez,

Vu le Code général des collectivités territoriales, ensemble les articles L. 2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire et L. 2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement,

Vu le Code de la route,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal sanctionnant par une amende de première classe toute violation d'une interdiction ou le manquement aux obligations édictées par un arrêté de police,

Vu la demande formulée le 14 octobre 2025, et adressée à la Ville par l'entreprise ONET SERVICES,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, notamment son livre I, 1ère et 8ème parties et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

Considérant qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques sur le territoire communal au moyen de mesures de police administrative, et qu'il y a lieu, pour ce faire, de modifier temporairement les dispositions réglementaires applicables à la voirie communale et prescrites par le Règlement de la Voirie,

## **Arrête**

<u>Article 1</u> – Le 5 novembre 2025, de 8h00 à 16h00, 14 rue de l'Embergue, l'entreprise ONET SERVICES est autorisée à occuper le domaine public afin de réaliser des travaux de vitrerie.

<u>Article 2</u> – Le 5 novembre 2025, de 8h00 à 16h00, 14 rue de l'Embergue, l'entreprise ONET SERVICES est autorisée à neutraliser 30 m² de chaussée pour l'engin de levage, afin de réaliser des travaux de vitrerie

Article 3 - Il conviendra d'afficher une copie de l'arrêté sur les lieux des travaux. Une copie de l'arrêté devra également être positionnée de manière lisible depuis l'extérieur sur le tableau de bord des véhicules autorisés à stationner dans le cadre du chantier.

L'entreprise ONET SERVICES, responsable de cette intervention, est chargée de la mise en place de la signalisation temporaire conformément aux dispositions prévues par le présent arrêté et conformément aux manuels du chef de chantier (éditions du SETRA).

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté celui-ci, l'autorisation pourra être retirée à tout moment.

L'entreprise ONET SERVICES devra s'assurer du respect de la libre circulation des piétons ainsi que des véhicules de secours et incendie.

L'accès aux propriétés riveraines sera en tout état de cause maintenu.

<u>Article 4</u> - Par ailleurs, l'autorisation d'occupation du domaine public est accordée sous réserve du respect de l'intégrité des sols, du mobilier urbain, des végétaux compris dans l'emprise de l'autorisation.

Les opérations de nettoyage consécutives à l'occupation du domaine public sont à la charge du pétitionnaire.

En cas d'anomalie, la Ville de Rodez se réserve le droit de facturer les opérations de remise en état ou de nettoyage nécessaires.

Article 5 - La présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur Le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision concernée.

<u>Article 6</u> - Le Directeur Général des Services Communaux et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Madame la Préfète de l'Aveyron et à Monsieur le Directeur Départemental de la Police Nationale.

Rodez, le 23 octobre 2025

Le Maire certifie exécutoire le présent arrêté Transmis en Préfecture le 23 octobre 2025 Publié le 23 octobre 2025 Le Maire, Pour le Maire, L'Adjointe Déléguée, Signé : Monique BULTEL-HERMENT Acte dématérialisé